

Les relations géoéconomiques entre la Chine et l'Afrique

Les relations entre la Chine et l'Afrique ne sont visiblement pas récentes. Plusieurs écrits d'historiens¹, de chercheurs et d'analystes politiques, surtout issus des milieux de propagandes chinoises l'attestent. Selon ces récits, les premiers contacts entre la Chine et l'Afrique remontent à l'ère de la dynastie des Tang (618-907) et la dynastie des Ming (1368-1644). Selon les mêmes sources, il est même conté que le roi de Malin de l'actuel Kenya, aurait offert une girafe à l'empereur de Chine, en 1415. De plus, entre 1421 et 1423² l'Amiral Zheng He aurait fait le tour du monde, avec une présence remarquée en Afrique de l'Est. A la fin du XIX^{ème} siècle et au début du XX^{ème} siècle, avec la fin de l'esclavage, des milliers de coolies³ furent déversés en Afrique pour servir de main d'œuvre dans les plantations et dans les mines. C'est le début de l'immigration chinoise, d'où la forte présence chinoise dans les pays de l'Afrique de l'Est et du Sud.

Fil conducteur des relations entre l'Afrique et la Chine

En somme, si l'on s'en tient à ces témoignages, les relations entre la Chine et l'Afrique sont très anciennes. Ce n'est pas la forte communauté chinoise en Ile Maurice, en Ile de la Réunion et en Madagascar qui contredirait cette thèse savamment manipulée par les milieux diplomatiques chinois. En 2008, cette reconnaissance a été magnifiée et immortalisée avec la construction d'un musée sur l'immigration chinoise en Ile Maurice.

Par ailleurs, durant la guerre froide, la Chine a profité des Mouvements de Libération Nationale (MLN)⁴ pour équiper et former des pays africains en ressources militaires. Cette nouvelle tentative de séduction, considérée par certains comme une pâle copie des pratiques de la Russie en Afrique, n'a pas donné les résultats escomptés. Malgré les revers répétés, Pékin relance son offensive vers l'Afrique en cherchant à marginaliser le régime créé par Tchang Kai-chek. Cette démarche diplomatique a été à l'avantage de la République Populaire de Chine : seuls trois pays africains reconnaissent diplomatiquement Taïwan : Burkina Faso, Sao Tomé-et-Principe et Swaziland. De plus, en 1971, Pékin est reconnue comme membre permanent au Conseil de Sécurité des Nations-Unies, grâce au soutien de ses amis africains. Avec cette victoire politique, Pékin change de cap et vise désormais un positionnement économique. Elle ouvre le bal de sa diplomatie économique avec un investissement de 400 millions de dollars pour financer la voie ferrée reliant Lusaka et Dar Es Salam. Ce projet vu comme un point de départ de la coopération sud-sud et considéré comme un trophée pour la Chine, a positivement marqué les esprits, en Afrique. Ensuite, en 1994, l'EximBank of China est créée pour soutenir les 500 entreprises chinoises opérant à l'étranger et aussi pour soutenir l'aide consacrée à l'Afrique. Pékin est lancé dans son nouveau projet de réorienter sa politique en Afrique en mettant l'accent sur l'investissement et le commerce.

Avec ces initiatives, et à la faveur de la crise économique et financière de 2008-2009, la Chine arrache sans difficulté, la place de premier partenaire commercial de l'Afrique, en 2009. Selon

¹ Grandidier, 1908 ; McLean Thompson et Adloff, 1965.

² Gavin Menzies, 1421. *L'année de la découverte de l'Amérique par la Chine*, New York, William Morrow & Co., 2003.

³ <https://fr.wikipedia.org/wiki/Coolie>.

⁴ Afrique du Sud, Angola, Mozambique, Éthiopie, Érythrée, Cameroun, Congo belge, Cap-Vert, Guinée, Niger.

la base de données de la conférence des Nations-Unis sur le Commerce et le Développement (CNUCED), entre 1995 et 2014, les échanges ont été multipliés par 53, passant de 3,8 milliards de dollars à 221 milliards. Quant aux investissements (IDE-IDI), ils s'élevaient, en moyenne, à 2 millions par an, sur la même période. D'origine publique, les projets sont généralement réalisés par les 2000 entreprises de droit privé installées en Afrique et par le million d'immigrés constituant la diaspora chinoise en Afrique. En ce qui concerne l'aide, elle serait passé de 5 à 60 milliards de dollars de 2000 à 2015⁵.

Les éléments de langage de la Chine pour légitimer sa présence en Afrique

Pour atteindre ses objectifs en Afrique, Pékin a fait le choix de la communication : démontrer qu'elle est proche de l'Afrique et diaboliser l'occident. En effet, à chaque occasion qui lui est offerte, le pays du Soleil levant ne ménage aucun effort pour rappeler ses souffrances communes avec le continent noir, liées à la colonisation et ses pires conséquences dont le retard de développement de l'Afrique. Elle a toujours dénoncé le néocolonialisme en cours depuis les indépendances, et l'exploitation des richesses africaines par les occidentaux. Elle ne manque surtout pas de brandir son modèle de réussite malgré les pires humiliations causées par les occidentaux. Comme à Bandung, en 1955, La Chine a marqué l'esprit des participants en se positionnant comme le porte-flambeau des luttes anticoloniales, et anti-impérialistes tout en soulignant la particularité de sa coopération : respect mutuel, non-ingérence dans les affaires internes, et partenariat gagnant-gagnant.

En poursuivant son offensive, en 1973, Mao Zedong déclare solennellement au président malien, en visite en Chine, qu'il appartient aussi au tiers-monde. Et d'ajouter que «les pays du tiers-monde doivent se serrer les coudes et rester solidaires dans leurs souffrances et leurs luttes respectives.»

La Chine insiste sur son soutien, dans la lutte contre l'impérialisme, le colonialisme et le racisme. Lors de sa visite, en Tanzanie, en mars 2013, Xi Jinping rappelait que : «la Chine et l'Afrique constituent toujours une communauté de destin, avec les mêmes vicissitudes historiques, les mêmes tâches pour le développement et les mêmes intérêts stratégiques qui nous unissent étroitement.»

Après les indépendances, les objectifs de croissance rêvée par les Africains, notamment grâce aux programmes d'ajustements structurels, n'ont pas été atteints. C'est plutôt la dette qui a continué à croître créant ainsi une forte dépendance des pays africains vis-à-vis des occidentaux et des bailleurs de fonds. La Chine exploite cette situation en rappelant à qui veut l'entendre, la responsabilité des occidentaux dans l'endettement et l'appauvrissement des africains. Et elle se positionne en défenseur en proposant des partenariats plus alléchants et plus pragmatiques pour mettre fin à la souffrance des Africains.

L'approche chinoise des économies africaines

Depuis les années 2009, les relations commerciales entre la Chine et l'Afrique ont beaucoup évolué d'autant plus que la Chine a réussi à se positionner comme le premier partenaire commercial de l'Afrique. Les acteurs de ce partenariat sont l'État chinois, le parti communiste chinois, les entreprises publiques et privées, les banques chinoises et la diaspora chinoise.

Afin de répondre à ses besoins en énergie et en matières premières, l'État chinois s'est investi dans ses relations avec l'Afrique en élaborant une politique de coopération visant à organiser les investissements et les exportations. A l'issue de ses réformes internes, l'État a décidé de reprendre en main les grandes entreprises dans des domaines stratégiques et pousser les

⁵ X. Aurégan, « Les enjeux du Forum de coopération Chine-Afrique », Diploweb, octobre 2015.

autres à l'internationalisation pour la recherche de nouveaux marchés. De cette logique, découlent deux grands groupes d'entreprises chinoises qui opèrent en Afrique. Le premier, dont les contrats sont négociés d'État à État, est sous le contrôle total de l'État. Le second est constitué d'entreprises locales, au départ en difficultés. A partir d'une stratégie globale de restructuration, ces dernières ont été soutenues par des banques chinoises et elles ont été encouragées à concurrencer à l'international. Elles sont pour la plupart sous-traitantes des grands groupes chinois. Ces PME chinoises dont le nombre est difficile à évaluer ont aussi le droit de bénéficier des aides de l'État, depuis 2000. Elles contribuent activement à l'accélération de la présence chinoise en Afrique.

Dans la stratégie de la conquête du continent, l'une des armes de la Chine est le financement. Avec la crise financière de 2008 qui a vu les réserves chinoises flamber de près de 4000 milliards de dollars⁶, Pékin a multiplié les investissements à travers des projets financés par les deux principales banques de l'État chinois qui sont la China Development Bank et l'EximBank. Cette dernière qui joue le rôle d'agence de crédit à l'exportation réfère directement au conseil d'État. Son rôle est de promouvoir le commerce entre la Chine et ses partenaires. Grâce à ces deux structures, sur la période 2001-2010, les prêts de l'EximBank aux projets africains ont dépassé ceux de la banque mondiale⁷. Leur financement qui requiert l'autorisation de l'administration centrale chinoise, explique la dépendance entre ces entreprises et l'État-Parti. L'on peut aussi noter le dynamisme de CITIC, un groupe financier semi-privé, créé en 1979 et qui possède des filiales dans 44 pays, dans le monde. Depuis 2007, elle a accru ses activités en Afrique.

En faisant le zoom sur les relations commerciales entre la Chine et l'Afrique, on finit par comprendre que la Chine-Afrique ne se réduit pas seulement aux multinationales avec leur financement. Elle comprend également une multitude d'acteurs ayant chacun une mission propre. L'un des éléments clés de cette histoire est le marché africain qui est facile d'accès à cause de la force des produits chinois : le prix. Par ailleurs, la diaspora chinoise en Afrique ne cesse de grandir. Les Chinois installés sur le continent sont aussi nombreux que l'ensemble des expatriés français, anglais, américains et libanais⁸. A l'origine, la main d'œuvre chinoise a été importée pour servir dans les plantations, les mines et dans les chemins de fer, notamment dans les pays de l'Afrique de l'Est et du Sud. Puis ces migrants ont pris progressivement une part importante dans l'économie locale. Ils investissent dans les petites unités de productions, dans la restauration et dans le négoce. Une bonne partie de cette diaspora continue d'arriver en réponse à la demande de main-d'œuvre pour les grands projets d'infrastructures menés par les entreprises chinoises. Aussi ces migrants, entretiennent-ils des réseaux personnels de recrutement, depuis la Chine, en organisant l'expatriation de leurs proches ou de leurs familles en Afrique.

⁶ Publication PBOC, avril 2014.

⁷ Selon l'agence de notation Fitch.

⁸ Journal du commerce chinois Zhong guo mao yi bao, 15 février 2007.

Quelques exemples de pays africains les plus convoités par la Chine

La foundation Heritage, un think Tank américain, a publié, en avril 2013, une enquête sur les investissements chinois dans le monde. En Afrique, le top5 est occupé par le Nigéria (Afrique de l'ouest), l'Algérie (Afrique du Nord), l'Afrique du Sud (Afrique du sud), l'Éthiopie (Afrique de l'Est) et la RDC (Afrique centrale). Ces investissements concernent les secteurs de l'énergie, des mines, des transports, de l'immobilier, de l'agriculture, de la finance et des technologies.

Le Nigéria (Afrique de l'ouest)

Le Nigéria est la plus grande économie et le pays le plus peuplé d'Afrique avec une influence certaine dans la sous-région et même dans le monde. D'après les projections de l'INED (Institut National d'Études Démographiques), le Nigéria est appelé à être le troisième pays du monde le plus peuplé, en 2050, derrière la Chine et l'Inde. Abrisant le siège de la Communauté Économique de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), et disposant de la plus grosse armée de la région, le Nigéria reste soit le deuxième, soit le troisième contributeur de Casques bleus. Abuja est un pays fort qui demeure un partenaire stratégique pour Pékin. Et le Nigéria compte exploiter cette position pour entretenir ses ambitions de suprématie régionale et internationale en revendiquant un siège permanent au conseil de sécurité des Nations-Unis. De plus, isolée d'abord par les occidentaux pendant les dictatures militaires (1970 à 1998) et ensuite non soutenue franchement par la communauté internationale face aux insurgés du Delta du Niger, la première puissance de l'Afrique de l'ouest et centrale s'est tournée vers la Chine pour atteindre ses objectifs militaire, diplomatique et économique. Les 50 années (1971-2021) de cette relation fortement intéressée ont été célébrées le 5 janvier dernier par une conférence de presse commune des ministres des affaires étrangères du Nigéria et de la Chine. Selon Pékin, le bilan est positif d'autant plus qu'il a réussi à multiplier les transactions commerciales par 1900 entre 1971 et 2021. En 2020, le volume des échanges a dépassé les 167,8 milliards de dollars avec une augmentation de produits agricoles, en provenance d'Afrique. Pour les 50 années à venir, il a été élaboré un accord en 7 points à travers un comité intergouvernemental pour procéder à une planification d'ensemble de la coopération bilatérale.

Le succès chinois au Nigéria est franc. Il s'explique, en partie, par les investissements massifs dans les mines, l'énergie et les infrastructures. A titre d'exemples, la Chine a financé le chemin de fer Abuja-Kaduna, le tramway du métro d'Abuja, la réhabilitation des aéroports de Lagos, d'Abuja, de Kano et de Port Harcourt, les zones franches de Lekki et Ogun-Guangdong, le barrage hydroélectrique de Zungeru et l'université des transports de Daura. Dans le domaine des médias, le groupe StarTimes qui domine le nord du pays diffuse gratuitement la CCTV (télévision chinoise en mandarin, en anglais et en français). Au plan militaire la Chine a développé une coopération en termes de formation, de programmes dans l'espace et de fournitures d'armes et d'équipements. Dans le cadre de la crise sanitaire, le Nigéria, n'a pas hésité à commander le vaccin chinois et négocier une coopération médicale avec Pékin. Notons à cet effet que la Chine a implanté des unités de production en Afrique dans le but de garantir l'approvisionnement, le transfert de technologie et l'accès au vaccin à des prix abordables.

Selon un sondage BBC World Service de 2014, la présence chinoise en Afrique reste relativement appréciée, dans la mesure où 80% des nigériens considèrent l'influence de la

chine de positive et seulement 10% expriment une opinion négative, faisant du Nigéria la nation la plus pro-Chine du monde.

Toutefois, il faut noter que ces relations n'ont pas toujours été reluisantes. Elles ont été plutôt timides au départ pendant la guerre du Biafra (1967-1970) où Pékin avait soutenu les sécessionnistes Ibo en réaction avec la position de Moscou qui avec Londres armait et appuyait le camp fédéral. De plus, Pékin et Abuja entretiennent une sournoise rivalité car le Nigéria qui ne cache pas sa volonté de s'imposer diplomatiquement et politiquement dans la sous-région se sent menacé par l'invasion chinoise. Dans la foulée, ces dernières années, des voix s'élèvent pour dénoncer l'attitude chinoise. C'est le cas, en 2020, dans le cadre d'un accord en rapport à un investissement de 6,6 milliards de dollars où la clause : « l'emprunteur (Nigéria) renonce par la présente irrévocablement à toute immunité au motif de souverain ou pour lui-même ou ses biens dans le cadre de toute procédure d'arbitrage conformément à l'article 8, paragraphe 5, de celui-ci avec l'exécution de toute sentence arbitrale en vertu de celle-ci, à l'exception des moyens militaires et diplomatiques » a suscité une vive réaction de l'élite nigériane qui qualifie la Chine de nouveau colonisateur et le Nigéria un pays qui brade sa souveraineté.

En somme, la structure des échanges entre le Nigéria et la Chine présente un gros problème : près de 80% du volume total des échanges bilatéraux sont de la Chine et le Nigéria importe 10 fois plus qu'elle n'exporte envers la Chine.

L'Algérie (Afrique du Nord)

L'Algérie est le plus grand pays et la quatrième économie de l'Afrique. Ce pays stratégique de la région méditerranéenne occupe une position certaine dans le monde arabe. Les relations entre la Chine et l'Algérie remontent à un dimanche 20 décembre 1958 avant même la reconnaissance officielle de son indépendance, le 5 juillet 1962. Pékin qui a été l'un des premiers pays, et le premier pays non arabe, à reconnaître le Gouvernement Provisoire de la République Algérienne (GPRA), a financé et armé pendant des années, le Front de Libération National (FLN) contre les autorités françaises, via l'Égypte de Nasser. En retour, l'Algérie a été parmi les premiers pays à reconnaître la République Populaire de Chine et a mené une bataille acharnée au profit de cette dernière, pour l'obtention d'un siège permanent au Conseil de Sécurité de Nations Unies. Par la suite, ces deux pays, l'un socialiste et l'autre maoïste ont entretenu des relations idéologiques basées sur une culture révolutionnaire. Sur le plan stratégiques, ils ont signé des accords dans plusieurs domaines. Entre les années 1990 et 2000, alors que l'Algérie s'affranchissait officiellement de la doctrine socialiste, les relations économiques, commerciales et humaines ont curieusement connu un coup d'accélérateur avec l'importation de produits manufacturiers et la réalisation de gros projets de bâtiments et de travaux publics en Algérie.

Dans les années 1990, avec la libéralisation du commerce extérieur et les restrictions douanières en Europe, les marchands traditionnels algériens se sont progressivement détournés de l'Europe pour l'Asie, à travers la « nouvelle route de la Soie ». C'est une nouvelle donne du commerce entre le Maghreb et l'Asie : les valises sont remplacées par les conteneurs et le couloir islamique traditionnel (Caire, Damas, Ryad, Chine, etc..) par la nouvelle route de la Soie. Le commerce est désormais florissant avec près de 49 000 ressortissants chinois en Algérie. En 2013, la Chine devient le premier fournisseur de l'Algérie, en détrônant la France avec 6,82 milliards de dollars d'importations contre 6,25 milliards de dollars pour la France. En 2018, l'Algérie a importé l'équivalent de 7 milliards d'euros de biens et services chinois.

En ce qui concerne les infrastructures, en 2000, l'Algérie a eu massivement recours aux entreprises chinoises dans le secteur du BTP pour mettre en œuvre les plans de relance et d'appui à la croissance (2002-2004 et 2005-2009), financés grâce à l'envolée des prix de pétrole. En 2002, la Chine, à travers la Sinopec, a investi 420 millions d'euros pour développer le gisement de Zarzaitine au Sahara et la China National Oil Gaz exploration et a mis en place un projet de construction d'une raffinerie dans le désert algérien, près d'Adrar. En 2014, les deux pays ont signé un partenariat stratégique pour financer le premier plan quinquennal qui s'étend sur la période 2014-2018. En février 2017, c'est la construction de la grande mosquée d'Alger, la plus grande mosquée d'Afrique et la troisième au monde, par l'entreprise publique China State Construction, Engineering. Un projet symbolique qui illustre la nature des relations économiques entre Pékin et Alger. Elles sont essentiellement fondées sur la prestation de service, avec des projets pharaoniques pour garantir la paix sociale. Le futur port de Cherchell dont les travaux devraient démarrer cette année 2021, en est l'une des démonstrations.

Par ailleurs, depuis l'épidémie de la COVID-19, la coopération pour prévenir la propagation est devenue le thème principal de la coopération sino-algérienne. A cet effet, Pékin et Alger ont fait preuve d'une « coopération et solidarité intelligentes ». En février 2020, l'Algérie a fourni des aides urgentes à la Chine pour l'aider à contenir la pandémie et le président algérien n'a pas manqué d'adresser un message de solidarité et de sympathie à son homologue chinois pour le soutenir dans sa lutte contre la pandémie. Lorsque l'Algérie a commencé sa propre bataille contre le virus, la Chine a offert, en plus des aides médicales, son expertise de lutte contre la pandémie et a fourni à l'Algérie des vaccins contre le Covid-19.

Malgré cette coopération assidue, l'Algérie tient à maintenir une relation équilibrée vis-vis de la Chine. Contrairement à d'autres pays africains, l'Algérie ne monnaie pas les services avec ses ressources stratégiques. Elle cherche à financer elle-même ses projets et mise sur le transfert de technologie. Elle reste attachée à la qualité et aux conventions de l'OCDE même si les coûts devraient être élevés. C'est dans ce contexte que plusieurs entreprises chinoises se sont vues déboutées sur des appels d'offre publics, en rapport avec des marchés algériens. A titre d'exemples, en 2018 les chinois ont échoué dans leur tentative d'implanter des usines de médicaments et de véhicules en Algérie, quand finalement ces projets ont été réalisés respectivement par Sanofi et Renault.

L'Algérie reste un partenaire important de la Chine. La Chine n'y investit pas beaucoup, mais elle compte énormément pour elle. Pékin « apprécie hautement le rôle important que joue l'Algérie dans sa guerre contre le terrorisme et dans la gestion des affaires de sécurité régionale, et soutient ses efforts pour jouer un rôle constructif dans la résolution des questions sensibles au niveau régional à l'instar des questions de la Libye et du Mali ».

L'Afrique du Sud

L'Afrique du sud est le premier exportateur mondial de l'or et de platine et le quatrième exportateur mondial de charbon. Le sous-sol du pays regorge 80% des réserves mondiales de manganèse, 40% pour l'or et 17% pour le titane. Le pays de Nelson Mandela possède aussi le quart du réseau ferroviaire de l'Afrique. C'est la première industrie du continent noir et la porte d'entrée de la SADC⁹, un marché vaste de 260 millions d'habitants. En 2001, l'Afrique du Sud a rejoint le groupe BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine) qui constitue le groupe des pays émergents. Le pays offre une stabilité institutionnelle et un environnement des affaires

⁹ Communauté de développement de l'Afrique Australe.

plutôt favorable. Au plan géographique, historique et stratégique, l'Afrique du Sud reste une passerelle reliant l'Afrique à l'Asie et surtout à la Chine.

La nation arc-en-ciel est un véritable réservoir en matières premières pour la Chine. Deuxième fournisseur de la Chine en Afrique, elle couvre le tiers des importations chinoises de chrome et de ferro-alliage. Depuis près d'une dizaine d'années, l'Afrique du sud est le partenaire commercial le plus important de la Chine en Afrique et représente entre un quart et un tiers des échanges commerciaux entre les deux pays. En 2012, le quart des investissements directs extérieurs de la Chine en Afrique ont été placés en Afrique du Sud. En 2017, ces IDE se sont élevés à plus de 25 milliards de dollars dans les secteurs de la manufacture, de la transformation, des mines, des finances, de l'énergie, du tourisme, du commerce et des services. Ces investissements concernent également le secteur de la banque qui a vu la chinoise ICBC¹⁰ racheter des parts importantes du capital de la Standard Bank (le premier établissement bancaire d'Afrique du Sud). Dans le domaine de l'industrie, plusieurs entreprises chinoises telles que Hisense ou XOCECO¹¹, se sont installées en Afrique du Sud. De plus, la Chine n'hésite pas à venir au secours d'entreprises publiques sud-africaines en difficulté. C'est le cas du géant de l'électricité Eskom qui, au bord de la faillite, a conclu un prêt de 2,5 milliards auprès de la banque de développement chinoise. Au niveau du tourisme, en 2017, l'Afrique du Sud a été la première destination touristique africaine pour les chinois avec 100 000 touristes. La diaspora chinoise en Afrique du Sud est la plus nombreuse du continent noir.

Quant à Pretoria, elle tient à une relation équitable entre les deux pays. En décembre 2006, le président sud-africain, Thabo Mbeki a rappelé cette volonté en déclarant que l'Afrique ne devrait pas entretenir avec la Chine, une relation coloniale en se réduisant comme fournisseur de matières premières à cette dernière. C'est dans ce sens qu'en 2008, le montant IDE sud-africains en Chine a été évalué à 3,9 milliards de dollars, un montant supérieur à celui investi par la République Populaire de Chine en Afrique du Sud. De plus, plusieurs entreprises sud-africaines telles que Sasol, Richemont, Sappi¹², Bidvest, Barloworld¹³, SabMiller¹⁴ se sont installées en Chine. En 2017, l'Afrique du sud a été le premier pays africain à exporter du bœuf vers la Chine.

Au plan politique et diplomatique, l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays remonte à 1998. La diplomatie entre les deux états reste subtile dans la mesure où chacun lutte pour sa position sans renoncer à défendre les intérêts communs et les alliés. Dans les premières années de l'Apartheid, Pretoria n'a apporté qu'un soutien diplomatique limité à Taïpeh pour ne pas encourager la Chine populaire à soutenir le combat des noirs. Dans la stratégie de lobbying chinois en Afrique, l'Afrique du Sud reste un relais et un porte-voix de la RPC auprès des africains, d'une part, pour les convaincre à coopérer avec Pékin et d'autre part, pour transmettre aux africains les positions chinoises au plan international notamment au niveau des réformes des institutions internationales comme le FMI et la Banque Mondiale. A ce titre, les deux états entretiennent une véritable solidarité pour éviter des accords internationaux contraignants pour leurs économies respectives. Par ailleurs, le soutien diplomatique de la Chine à l'Afrique du Sud, tous deux membres des BRICS, lui permet d'éviter

¹⁰ Industrail and Commercial Bank of China.

¹¹ Xiamen Overseas Chinese Electronic.

¹² Un fabricant de papier.

¹³ Tytransport et logistique.

¹⁴ Ce brasseur associé China Ressources Entreprise commercialise la snow beer la bière la plus vendue au monde

l'isolement et peser dans la politique internationale. La République Populaire du Congo est un précieux soutien pour obtenir un poste permanent au conseil de sécurité de l'ONU.

Les relations entre les deux pays sont fructueuses. Mais cette belle complicité cache quelques inquiétudes. Certains secteurs de l'économie sud-africaine tel que celui du textile sont en difficulté du fait de l'importation massive de vêtements, en provenance de la Chine. De plus, au Zimbabwe où les entreprises sud-africaines sont présentes, la présence chinoise est vue comme une menace commerciale pour l'Afrique du Sud. Toutefois, les Chinois sont perçus de manière plutôt favorable, car ils sont actifs dans les activités telles que le commerce qui participent au développement du pays. Quant aux Sud-Africains, ils disposent d'une technologie et d'un savoir-faire appréciés de leurs partenaires chinois.

L'Éthiopie (Afrique de l'Est)

L'Éthiopie est un pays africain, unique en son genre. Seul pays africain à ne jamais être colonisé, l'Éthiopie abrite le siège de l'Union Africaine ainsi que celui de la Commission Économique pour l'Afrique (CEA), des Nations-Unis. État millénaire, et seul pays ayant créé son propre alphabet, l'Éthiopie est la seconde puissance démographique d'Afrique avec 112.078.730 habitants. Avec un pouvoir autoritaire et colbertiste¹⁶, l'Éthiopie reste un pays influant de la corne de l'Afrique, une zone sous tension¹⁷. Considéré comme stabilisateur il joue un rôle régional et stratégique notamment par son influence sur les pays voisins et par le contrôle sur les sources du Nil bleu. Le pays est largement démunie de matières premières et d'autres ressources liées au sol. Un peu de pétrole et de gaz dans la région de l'Ogaden, mais cette zone désertique de l'Est reste dangereuse¹⁸.

La coopération entre la Chine et l'Éthiopie ont été officiellement rétablies en 1995. Pour la Chine, l'Éthiopie est un pays relativement stable pour protéger ses intérêts dans cette région. A cet effet, la Chine y a construit la première et la seule base militaire en Afrique. Et ce n'est pas un effet de hasard si l'Éthiopie fut le premier pays africain ayant abrité le FOCCA, les 15 et 16 décembre 2003. De plus, l'Éthiopie abrite la seconde plus grande ambassade chinoise au Monde, après celle de l'Inde.

La relation commerciale entre ces deux pays demeure asymétrique. Pour Pékin, la coopération avec Addis-Abeba est beaucoup plus un moyen qu'un but. Elle se justifie par des considérations diplomatique, stratégique et idéologique et loin d'être économique. Toutefois, la Chine considère que le climat des investissements en Éthiopie est favorable aux entrepreneurs chinois. L'Éthiopie exporte vers la Chine des produits agricoles tels que les céréales, le café, les graines oléagineuses, le sésame, le cuir et le tantale. La Chine exporte des produits d'industrie légère, des machines, des produits chimiques, des matériaux de construction, du textile, du caoutchouc, comme les pneus, des wagons de chemin de fer et des moteurs vers l'Éthiopie. Le gouvernement chinois fournit également à l'Éthiopie une aide en faveur de son développement dans le domaine des infrastructures, de la coopération technique¹⁹, de l'aide en humanitaire, en l'éducation et en santé. Au plan militaire, l'armée éthiopienne considérée comme l'une des plus expérimentées et opérationnelles du continent, reçoit de la Chine des pièces d'artillerie, des blindés légers et des véhicules de transports de

¹⁶ Système économique fondé sur l'accumulation des richesses, le protectionnisme et l'interventionnisme d'État dans le commerce et l'industrie.

¹⁷ Somalie (un pays sans état), Érythrée (un pays fermé et isolé), le Somaliland (un État hors norme) et le Soudan du Sud (état nouvellement créé et loin d'être stabilisé).

¹⁸ En 2007, 9 ouvriers chinois y ont trouvé la mort et 7 kidnappés. La région riche en minerais, est revendiquée par le Front National de Libération de l'Ogaden (FNLO).

¹⁹ Dans les domaines agricole et minier, des communications, de l'énergie.

troupes. Comme la Chine, l'Éthiopie est très impliquée dans le système des Nations-unies, notamment par leurs participations actives aux opérations de maintien de la paix de l'ONU. L'Éthiopie fait partie des pays africains dits « sino-optimistes ». Malgré le caractère asymétrique des échanges, Addis-Abeba a su profiter de ses atouts politiques et stratégiques sur le continent pour se placer dans une position privilégiée de coopération avec la Chine. Toutefois, la Chine reste timide dans le secteur agricole qui pourtant représente 50% du PIB et 80% des exportations et même 80% de la main d'œuvre du pays. Elle privilégie pour l'instant la formation et le transfert de la technologie. Les rapports commerciaux entre ces deux pays restent donc limités. Addis-Abeba n'est donc pas dans une position vulnérable comme c'est le cas pour la quasi-totalité des pays africains qui coopèrent avec la Chine.

La RDC (Afrique centrale)

La République Démocratique du Congo (RDC) est un pays stratégique de l'Afrique Centrale, situé à cheval entre l'Afrique Centrale, l'Afrique australe et l'Afrique Orientale. Elle partage 9165 km de frontières communes avec 9 pays voisins²⁰. C'est le second pays le plus vaste de l'Afrique avec 2,3 millions²¹ de km². Elle occupe aussi la place de la seconde puissance démographique du continent avec une population de plus de 90 millions d'habitants²². Le sous-sol est hautement riche en cuivre²³, en cobalt²⁴, en coltan, en or et en diamant. Le cobalt est un minerai précieux dont la RDC détient 60 % des réserves mondiales avec une position de quasi-monopole au niveau international. Il est utilisé dans le processus de fabrication des batteries automobiles et des smartphones. C'est un produit clé de la transition énergétique et un élément essentiel dans l'industrie automobile. De plus, avec plus de 80 millions d'hectares de terres cultivables qui sont dotées d'un bon potentiel de fertilité, le secteur agricole est aussi un atout considérable pour la RDC.

Avec tout ce potentiel, la RD Congo est un pays particulier qui fait objet de convoitise des puissances étrangères. La Chine, étant réputée pour son appétit en matières premières et en quête permanente de marchés pour ses produits manufacturés a trouvé une occasion d'or pour s'implanter en RDC et exploiter à volonté les ressources naturelles, indispensables à la survie de l'économie chinoise. Elle y a mis les gros moyens pour se tailler la part du lion dans les exploitations des mines et les investissements dans les infrastructures. Le point marquant de cette belle aventure congolaise reste incontestablement le projet pharaonique - l'un des plus grand contrats de coopération et de partenariat économique bilatérale de la Chine en Afrique - conclu en 2007, d'un montant de 8,5 milliards de dollars. Il concerne la construction de plus de 10 000 km de routes et de voies ferrées, de barrages, d'hôpitaux, de logements et d'écoles dont 2,5 milliards de dollars pour la modernisation d'infrastructures minières. Ces travaux ont été préfinancés par la China Exim Bank et réalisés par les chinoises Titan Minning, Covac et Seiza Mining qui ont créé des joint-ventures avec des entreprises locales. En contrepartie, la Chine a pu obtenir l'autorisation d'exploiter des minerais à hauteur de 14 milliards de dollars. Ce contrat a fait objet d'une intense polémique mais les pro-Chines ont fini par convaincre : « Les accords sino-congolais ont leurs faiblesses, il est vrai, mais les congolais peuvent quand même s'en réjouir et se rassurer que pour une fois l'exploitation de

²⁰ A cheval entre l'Afrique Centrale (Centrafrique, République de Congo), Afrique de l'Est (Ouganda, Rwanda, Burundi et la Tanzanie), Afrique australe (Zambie et l'Angola), une brèche à l'ouest sur l'Océan Atlantique.

²¹ Quatre fois celle de la France, quatre-vingt fois celle de la Belgique et un quart de toute l'Union Européenne

²² <https://www.aft.gouv.fr>

²³ Premier producteur en Afrique

²⁴ Premier producteur mondial avec 80% des réserves mondiales. Il est utilisé dans la fabrication des batteries automobiles et des smartphones.

leurs ressources ne sera pas faite sans contrepartie, minime soit-elle. On va certes exploiter le cuivre, le cobalt etc., mais en retour on va leur laisser des routes, des hôpitaux, des chemins de fer, des logements sociaux etc. Ils ne devront pas perdre de vue que, depuis belle lurette, leurs ressources ont toujours été exploitées et seuls les décideurs et les plus grands y trouvaient leur part. Cette fois, avec les accords sino-congolais, même le plus pauvre aura le loisir de se déplacer sur une bonne route, d'être soigné dans un hôpital relativement bien équipé, etc. »

Depuis le régime de Mobutu, la Chine joue une part active dans la reconstruction de la République Démocratique du Congo, notamment dans les domaines des infrastructures, des mines et des télécommunications. Le volume des échanges entre la Chine et la RDC en 2020 a dépassé les 6 978 milliards de dollars soit une hausse de 34,4% par rapport à 2019²⁵. Plus de 90% des exportations congolaises sont les minerais et le pétrole avec 40% vers la Chine.

Les mécanismes d'intervention en Afrique

Les partenariats entre la Chine et l'Afrique ont évolué avec le temps. Dans les années 1960, ils étaient essentiellement politiques. Les entreprises chinoises construisaient le plus souvent gracieusement des infrastructures dans les pays africains en échange d'un soutien politique. Cette pratique qualifiée par certains auteurs de « diplomatie du bâtiment public » a fait place à des relations purement économiques. En effet, avec l'internationalisation graduelle des entreprises chinoises, le business a pris le pas sur la politique. Le pays a plutôt besoin de matières premières pour soutenir son économie. Les acteurs et les modalités d'intervention vont donc évoluer. La coopération dite « sud-sud » prônée par les chinois, prend une forme de partenariat économique combinant des outils commerciaux et des outils d'aide au développement. Ils s'inscrivent dans une logique qualifiée par les chinois de partenariat « gagnant-gagnant » : permettre aux gouvernements africains de développer leurs pays et à la Chine de garantir son approvisionnement en matières premières et l'internationalisation de ses entreprises. La stratégie dite du « package » ou du « chantage » est en marche. Le package Deal s'accompagne souvent de dons consacrés à la construction d'écoles, d'hôpitaux ou de bâtiments de prestige (palais présidentiels, stades de foot, écoles, hôpitaux, etc..) par des entreprises chinoises. Tout est dans le marchandage. La Chine n'hésite même pas à monnayer son soutien à l'ONU contre la signature d'un projet. Le moins qu'on puisse dire est que la marge de manœuvre est souvent réduite pour les États africains dans la mesure où les Chinois brandissent d'une main un projet soutenu par une société chinoise et de l'autre la banque d'import-export²⁷ qui brandit le portefeuille. A titre d'exemple, dans le package négocié avec la République Démocratique du Congo, explique Daniel Guérin « les fonds ne sont pas directement prêtés au gouvernement africain, mais le gouvernement chinois mandate une entreprise chinoise de construction qui reçoit le soutien de l'EximBank, pour réaliser ces projets d'infrastructures avec l'accord du gouvernement africain concerné. Ensuite, en contrepartie de la provision de ces infrastructures, le gouvernement africain accorde à ces entreprises chinoises (privées la plupart du temps), le droit d'extraire des ressources naturelles (pétrole, minerais, etc..) à travers l'acquisition de soit de parts dans une entreprise nationale soit de licences ». En ce qui concerne l'aide chinoise, elle connaît plusieurs formules : les prêts concessionnels, les crédits préférentiels acheteurs à l'export, les subventions, l'assistance technique, les dons en nature et les trocs. L'aide n'obéit pas aux

²⁵ L'ambassadeur de la Chine en RDC

²⁷ Elle est impliquée dans plus de 500 projets africains.

mêmes principes que celles de l'OCDE. Elle est souvent liée, c'est-à-dire conditionnée par un marché.

Les stratégies de la Chine en Afrique

Le continent africain n'est pas vierge. Il a un passé et des partenaires historiques. Malgré les relations intimes entre les pays africains et « leurs maîtres », la Chine va user de stratégies non moins innovantes pour briser l'union et s'introduire dans une zone qui a été la chasse gardée de l'Europe. Sa méthode : séduire l'Afrique en diabolisant l'occident, écouler ses produits manufacturés en Afrique et exploiter leurs matières premières.

La colonisation, l'absence de développement de l'Afrique et L'encercllement cognitif

Pour atteindre ses objectifs, la Chine a fait usage d'un concept cher à l'Ecole de Guerre Économique (EGE) : l'encercllement cognitif. Dans sa stratégie de communication, la Chine est passée par la civilisation, la colonisation et ses conséquences pour atteindre la sensibilité des africains. Et pour cela, Pékin manipule habilement les stigmates de la colonisation et ses efforts en faveur de la décolonisation. Sur l'échiquier Afrique, elle exploite deux pièces maitresses qui sont l'Égypte et l'Éthiopie. Ces deux pays parce qu'ayant une civilisation ancienne comme la Chine mais aussi deux pays influents et stratégiques de l'Afrique. L'Égypte, premier pays africain à proclamer son indépendance²⁸, à cheval entre l'Afrique noir, l'Afrique du Nord et le Proche-Orient est un acteur clé de la démagogie et de la propagande anticoloniale et leader des mouvements des non-alignés, à côté de la Chine.

En 1964, lors de sa visite au Mali, le premier ministre chinois, Zhou Enlai, a déclaré : « après avoir aidé l'Afrique à obtenir l'indépendance politique, la Chine est disposée à aider l'Afrique à réaliser son indépendance économique et son développement. »

Dans le même esprit, en 1978, le Parti Communiste Chinois s'est engagé à coopérer avec les partis politiques africains, dans leurs combats communs d'émancipation et de développement avec des slogans portant sur « le respect mutuel, l'égalité et la non-ingérence ». En 2013, lors de sa visite en Tanzanie, Xi Jinping n'a pas manqué de déclarer que : « La Chine et l'Afrique constituent depuis toujours une communauté de destin, avec les mêmes vicissitudes historiques, les mêmes tâches pour le développement et les mêmes intérêts stratégiques qui nous unissent étroitement » et il ajoute : « le chemin sera long et sinueux et les difficultés réelles. Mais les différences et les dissemblances doivent se transformer en force d'impulsion permettant d'amener un développement commun. C'est ainsi seulement que dans le jardin mondial des civilisations, cent fleurs pourront rivaliser d'éclat et de splendeur ».

Ce langage passe en Afrique, un continent en proie aux coups d'État, aux difficultés économiques et au néocolonialisme que laisse transparaître les programmes d'ajustements structurels. Ce discours de la Chine d'un sud anciennement colonisé vise à neutraliser l'influence des puissances européennes et réduire leur présence à la seule malheureuse historique coloniale.

En somme la Chine a réussi à marquer la différence en se positionnant comme héritière de la lutte anticoloniale et anti-impérialiste.

Le lobbying chinois en Afrique

Afin de poursuivre son offensive africaine et convaincre les décideurs, la Chine a conçu minutieusement une stratégie de lobbying à la hauteur de ses ambitions. Cette diplomatie a commencé par des visites officielles depuis les années 1960. Au milieu des années 1990, elle a été plus intense avec les visites du président chinois dans plusieurs capitales africaines. La

²⁸ Dans le contexte de la décolonisation au 20^{ème} siècle

chine en a fait un axe essentiel de sa stratégie au point où chaque année, sa première visite officielle est dédiée au continent noir.

L'un des succès du lobbying chinois en Afrique reste incontestablement le Forum sur la Coopération Chine Africaine (FOCCA)²⁹. Cette plateforme, à l'image du sommet France-Afrique est une occasion de rencontres entre les chefs d'états africains et chinois, une tribune de séduction, d'influence et de diplomatie publique. Inaugurée depuis 2000, à Pékin, elle se tient chaque trois ans, alternativement en Chine et en Afrique. En novembre 2006, à Pékin, elle a connu une allure d'une fête particulièrement pompeuse. Dans les rues, sur les immeubles, dans les restaurants, partout dans la ville, les symboles africains côtoyaient ceux de la Chine. Les autorités chinoises ont mis les bouchées doubles pour fêter l'amitié chinoise et les 50 ans de coopération chinoise avec le continent, sous le slogan « Amitié, coopération, paix et développement ». En 2009, à Charm El-Cheikh, en Égypte, en pleine crise économique mondiale, la Chine a volé la vedette à ses homologues occidentaux, en y annonçant une aide de 10 milliards de dollars. Elle n'a pas manqué l'occasion, une fois de plus, pour faire l'apologie de son modèle de développement et fustiger l'échec du système imposé par les occidentaux. La dernière rencontre du FOCCA s'est tenue, le 3 septembre 2018, à Pékin, dans un cadre spécialement aménagé pour magnifier l'amitié sino africaine. Les leaders africains ont tous répondu présent à l'exception du monarque du Swaziland. Le président chinois Xi Jinping leur a vanté, avec tous les qualificatifs appropriés pour l'occasion, la grande famille sino-africaine tout en promettant une fois de plus, des milliards de dollars pour le développement de leur pays. Au cours de cette rencontre, la chine a fait le rappel de tous ses ambassadeurs en Afrique. Un bureau a été spécialement aménagé dans la salle de conférence pour offrir une audience aux officiels africains, un tête-à-tête qui vise à parler commerce et partenariat économique. Un peu plus tôt, le 25 mai 2007, Pékin a choisi, le jour de la création de l'Union Africaine, pour annoncer un don de 150 millions de dollars destinés à la construction de son nouveau centre de conférence.

Les projets d'investissements, les infrastructures les dons, les aides, les prêts de toutes natures traduisent un autre volet du lobbying chinois en Afrique. Selon un rapport de l'IRSEM³⁰, publié en septembre 2021, durant les 50 dernières années, les compagnies publiques chinoises ont construit ou rénové 186 bâtiments gouvernementaux en Afrique, 14 réseaux de télécommunications gouvernementaux sensibles et l'équipement en informatique de 35 gouvernements et des milliers de kilomètres de routes et de voies ferrées.

Aussi, en vue de modifier l'image controversée de sa présence en Afrique, ces dernières années, sa diplomatie publique en Afrique a-t-elle intégré des réseaux d'informations et de désinformations composés de relais classiques, de la diaspora chinoise, des diplomates, des universitaires, pour véhiculer le message du pouvoir chinois en vue de protéger ses intérêts. Le lobbying chinois en Afrique est très dynamique au point où l'on a tendance à croire que les occidentaux se désintéressent de plus en plus de l'Afrique.

Le soft power : la formation et les instituts Confucius

La progression chinoise semble être méthodique et sa stratégie n'a rien laissé au hasard. Ainsi dans le domaine culturel, les instituts Confucius, un véritable succès du soft power chinois, créés à partir de 2004, constituent un vecteur de rapprochement des peuples africains avec la culture chinoise. A la différence des centres culturels américains, des centres culturels français, des instituts Goethe et des British Council, les instituts Confucius connaissent une

²⁹29 <http://www.focac.org/fra/>

³⁰ Institut de Recherche Stratégique de l'École Militaire

faible participation de la diaspora chinoise. Autre innovation, on y enseigne la danse de dragon et les arts martiaux très prisés en Afrique.

Dans le domaine académique, depuis 1950, c'est plus de 18 000 universitaires africains qui ont été formés en Chine. Parlant la langue chinoise, ils sont aussi familiers à la culture chinoise et servent d'intermédiaires dans les nouveaux rapports entre la Chine et l'Afrique.

De plus, des programmes de formation destinés aux élites africaines ont été mis en place notamment dans les domaines des télécommunications (Huawei, ZTE) et de l'hydroélectricité (Sinohydro). Chaque année, ZTE forme des milliers de cadres africains dans 15 centres dédiés.

Le hard power : les forces de maintien de la paix

Les relations entre la Chine et l'Afrique ont évolué progressivement de la politique vers l'économie. Les entreprises chinoises deviennent de plus en plus nombreuses en Afrique, les intérêts aussi. Elles sont dans le collimateur de groupes armés qui les attaquent et prennent en otage leurs employés. Pékin est donc amenée à protéger ses intérêts, ses exploitations minières et pétrolières et aussi ses travailleurs dans les zones à risque. A cet effet, La Chine a mis en place une politique visant à s'investir militairement sur le continent. Pour cela, la Chine a choisi de s'investir davantage dans les troupes onusiennes stationnées en Afrique, d'une part pour justifier cette présence militaire qui se signale partout sur le continent, et d'autre part influencer les opérations de maintien de la paix. C'est dans ce sens qu'en janvier 2005, près de 598 soldats chinois casques bleus ont été déployés au Libéria. Des soldats chinois ont été aussi positionnés au Sahara occidental et en Sierra Leone. Tout récemment, au Soudan du Sud et au Mali, elle a fourni des troupes armées alors qu'auparavant elle mettait à disposition des soldats destinés à des activités logistiques. En marge de ces opérations publiques, Pékin a sollicité des compagnies privées de sécurité chinoises pour protéger ses concitoyens en Afrique. Pour donner force à cette nouvelle ambition militaire, Le 1^{er} août 2017, Pékin a inauguré, à Djibouti, sa première base militaire en Afrique, qu'elle a financée à hauteur de plus de 10 milliards de dollars. Elle y a stationné près de 250 soldats permanents.

De plus, dans le cadre du Forum sur la Coopération Chine-Afrique, un forum paix et sécurité Chine-Afrique a vu le jour. Sa première édition s'est tenue en juillet 2019, à Pékin.

Aussi, dans le cadre de l'aide au développement, le pays du Soleil Levant fournit-il à ses partenaires africains du matériel militaire, notamment des armes, des véhicules de transports et des avions de combat. Selon Stockholm International Peace Research Institut³², un tiers de l'armement importé en Afrique vient de la Chine³³.

Par ailleurs, l'armée est impliquée fortement dans la gestion du pouvoir chinois à travers la Commission Militaire Centrale et participe à l'élaboration de la politique étrangère du pays, dont celle de son économie. Les industries chinoises de défense qui dépendent directement du ministère de la défenses sont généralement des groupes impliqués dans les opérations d'exploitation minières en Afrique. C'est le cas de Norinco reconnue dans la vente d'armes et dans le négoce de pétrole, en Angola, à travers sa filiale Zenhua Oil. Quant à Poly, elle propose à la fois des équipements militaires, des infrastructures publiques et même un élevage piscicole en Mauritanie.

³² <https://www.sipri.org>

³³ <https://information.tv5monde.com/afrique/la-presence-militaire-de-la-Chine-en-afrique-en-5-chiffres-cles-311476>

La Chine s'implique de plus en plus militairement en Afrique. Soit pour élargir son influence internationale à travers le Conseil de Sécurité, soit pour protéger ses intérêts grandissant en Afrique.

Les thinks tanks chinois

Pour réussir sa politique en Afrique, les intellectuels et des groupes de travail chinois ont été mis à contribution pour mener des réflexions stratégiques visant à améliorer les relations entre la Chine et l'Afrique. Ces travaux permettront de comprendre l'évolution des relations internationales et leurs impacts sur la coopération sino-africaine. Ils permettent de mettre à disposition de nouvelles opportunités en rapport avec la coopération Chine-Afrique. Ils visent à apporter des réponses aux ressentiments grandissants et améliorer l'image des Chinois vis-à-vis des africains. A cet effet, il a été mis en place un forum Chine-Afrique des Think-Thanks. Créé en 2011 par l'Institut de Recherche sur l'Afrique de l'UNZI³⁶, il fait partie intégrante du FOCCA depuis 2012. Sa 8ème réunion s'est tenue du 26 au 27 août 2019 à Beijing avec 400 participants dont des diplomates, des experts et des journalistes.

Les besoins de la Chine par rapport à l'Afrique

La Chine est présente en Afrique, notamment au Soudan, en Angola, au Nigéria, en Lybie et au Tchad. Une de ses priorités est de satisfaire ses besoins en énergie et en matières premières. Mais, elle n'est pas seule sur ce terrain de prédation. Les gisements pétroliers sont également convoités par son grand rival, les États-Unis d'Amérique. A titre d'exemples, les importations de pétrole du Nigéria vers les États-Unis représentent plus de la moitié de ceux arrivant de l'Arabie saoudite. De plus, Washington est le principal partenaire commercial de la Guinée Équatoriale et les USA et la Chine se partagent respectivement la moitié et le tiers du pétrole angolais³⁷.

L'importance du pétrole

Le pétrole reste le principal objet de compétition entre le pays du dragon et celui de l'Oncle Sam à travers d'une part la China National Petroleum Company et d'autre part Exxon Mobil, Chevron Texaco et Triton Energy. Pour soutenir sa croissance et son développement, la Chine a plus que jamais besoin d'énergie. Ses besoins énergétiques sont énormes. Et cette dépendance énergétique est devenue une réelle préoccupation pour la Chine. Elle est passée huitième importateur de pétrole en 2000, au quatrième en 2003 après les États-Unis d'Amérique, le Japon et l'Allemagne. Jusqu'en 1990, Les fournisseurs principaux de la Chine étaient l'Indonésie, le Sultanat d'Oman et l'Iran. Mais ses besoins en pétrole ne cessent d'augmenter. La multiplication des crises au Moyen-Orient pousse le régime communiste chinois à diversifier ses fournisseurs en faisant de l'Afrique, une des priorités pour son approvisionnement en énergie.

Les mouvements démographiques chinois vers l'Afrique

De manière générale, l'industrialisation est toujours accompagnée d'une mutation de la démographie et de l'urbanisation. La Chine qui a le vent en poupe sur le secteur de l'industrie et de la technologie n'a pas échappée à cette règle. On y assiste à des déplacements des

³⁶ <https://news.abidjan.net/h/662438.html>

³⁷ Perspectives chinoises, 90, 2006

populations et les terres deviennent de plus en plus rares. La solution pour le pouvoir chinois est l'immigration en Afrique. A cet effet, en septembre 2007, Li Ruogu, président de l'Eximbank of China a publiquement reconnu qu'il serait très difficile de leur trouver un emploi et que les terres pour eux faisaient défaut en Chine. Il a alors déclaré : « pourquoi ne pas les envoyer en Afrique ? ils bénéficieraient là-bas du plein soutien de la banque pour leur investissement initial ainsi que pour leurs recherches de canaux de distribution. Ils sont expérimentés dans l'agriculture de masse, qui fait défaut en Afrique, où les terres sont abondantes mais la production décevante. » L'Afrique est devenue ainsi une terre d'immigration. Les populations chinoises sont encouragées par le gouvernement pour y s'installer. La diaspora déjà en place n'hésite pas à organiser l'accueil des proches, qui souhaiteraient s'installer en Afrique. Résultat, Il y a eu plus de chinois en Afrique en 10 ans qu'il y a eu d'occidentaux en 7 siècles.

Un terrain d'expérimentation commerciale

L'Afrique a toujours servi de terrain d'expérimentation pour la Chine, à l'instar de ses voisins le Japon et la Corée du Sud. En effet, les produits asiatiques sont d'abord exportés en Afrique pour faire leur preuve, et recevoir les correctifs nécessaires avant d'être imposés au marché international. Cette pratique a cours depuis des années avec les téléphones portables de Huawei, les véhicules de Geely. Cette pratique s'inscrit également dans une stratégie nationale qui encourage les entreprises moribondes chinoises à s'externaliser, murir en Afrique puis se transformer en multinationale capable de répondre aux appels d'offres internationaux.

L'industrie chinoise se porte bien et la main d'œuvre locale est limitée malgré le chiffre effrayant de la population chinoise. Avec des stratégies bien ficelées, Pékin a réussi à faire de l'Afrique un dépotoir de produits chinois. Ainsi, depuis les années 2000, la République Populaire de Chine a plus que multiplié par dix ces échanges avec l'Afrique. Déjà, en 2008, ils s'élevaient à environ 106 milliards de dollars, soit près de deux fois le volume des échanges entre la France et l'Afrique. Et depuis cet écart ne cesse de grandir quand on sait que ces échanges entre la Chine et l'Afrique continuent de grimper. Il est bon de noter cette performance commerciale en Afrique est soutenue par la forte communauté chinoise en Afrique et la bienveillance des pays africains qui accueillent favorablement cette incursion estimant qu'elle dynamise la concurrence et donne d'autres alternatives aux consommateurs africains.

Le volet agricole

Selon la CNUCED³⁸, de 1995 à 2017, les relations commerciales entre la Chine et l'Afrique, en rapport avec l'agriculture, ont été très timides. Pékin a très peu importé des produits agricoles de l'Afrique (0,46% du total des importations) contre 2,79% d'exportations avec une moyenne de 1,63% sur la même période. Les pays africains ont exporté principalement les animaux vivants (6,08%), le poissons, les crustacés, les mollusques et les préparations (29,4%) le café, le thé, le cacao, les épices et les produits dérivés (32,8%), et de la nourriture destinée aux animaux à 8,5%. Pourtant ce secteur accompagné de la médecine³⁹ a fait figure de porte d'entrée de la Chine en Afrique Subsaharienne. En effet, entre les années 1960 et 1980, des expatriés chinois, avec l'aide du gouvernement, y ont installé des fermes qui au fil du temps ont donné des résultats peu satisfaisants, laissant la coopération agricole entre la Chine et

³⁸ Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement.

³⁹ Les médecins aux pieds nus.

l'Afrique en berne, jusqu'aux années 2000. En plus de ce déséquilibre commercial lié aux produits agricoles, la Chine est consciente qu'elle doit aussi améliorer sa balance avec certains pays africains notamment ceux dont les ressources minières et pétrolières ne sont pas alléchantes. Cette volonté a été clairement évoquée au FOCCA de 2006 et réaffirmée par le diplomate Wu Peng⁴⁰ : « Nous sommes en train de préparer de nouvelles mesures pour promouvoir les relations commerciales Chine-Afrique, surtout en encourageant l'importation de plus de produits agricoles d'Afrique. Il y a de nombreux produits africains qui peuvent entrer sur le marché chinois, mais ce n'est pas assez. Nous pouvons mettre en œuvre davantage de politique ou de mesures préférentiels afin d'encourager les entreprises chinoises à importer d'avantages de produits d'Afrique ».

Ainsi, depuis 2006, Pékin a placé - au moins théoriquement - l'agriculture en tête des plans d'action des FOCCA. Elle s'engage à accompagner l'Afrique dans l'autosuffisance alimentaire notamment en Riziculture. Elle compte aussi investir dans l'agro-industrie, dans les infrastructures agricoles et dans la création de centres de démonstrations technologiques agricoles. Elle a placé la Tanzanie et l'Éthiopie sur la liste des pays pouvant lui exporter des grains de soja et réduire sa dépendance vis-à-vis des USA et du Brésil. En ce qui concerne le Kenya, elle lui fournit déjà de l'avocat, du thé, du café et des roses. La Namibie, le Botswana et l'Afrique Sud pourraient lui livrer de la viande de bœuf. Au titre des initiatives, au FOCCA 2018, il a été annoncé la création d'une commission Chine-Union Africaine dans la coopération agricole, l'organisation d'un sommet sino-africain sur l'agriculture, et la création d'un centre de recherche Chine-Afrique sur le développement agricole⁴¹. En 2018, dans le cadre du projet centres de démonstrations technologiques agricoles, la chine a mis à disposition 12 centres opérations, 17 autres en projet. Le centre de Guiguidou, en Côte d'Ivoire qui est le plus vaste en est un bon modèle avec 442 hectares.

Par ailleurs, la Chine entend jusqu'au FOCCA sénégalais de 2021, qui mettra un point d'honneur sur l'agriculture, « poursuivre son soutien au programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA) du NEPAD, réaliser la sécurité alimentaire d'ici 2030, créer 50 projets d'assistance agricole, envoyer 500 agronomes en Afrique, former des jeunes entrepreneurs agricoles africains comme pionniers, certifier les semences, et prioriser les secteurs du coton et de la canne à sucre ».

Le volet portuaire

Dans le domaine portuaire, Pékin a investi massivement dans la construction et la réhabilitation de près de 20 ports africains, ces 20 dernières années. L'Afrique de l'Est, placée au centre du projet chinois « une ceinture une route » constitue un véritable carrefour maritime entre l'Asie et les autres pays de l'Afrique. En effet, depuis Djibouti, la Route maritime de la Soie relie le groupe de ports chinois déjà construits ou programmés au Soudan, en Mauritanie, au Sénégal, au Ghana, au Nigéria, en Gambie, en Guinée, à Sao Tomé-et-Principe, au Cameroun, en Angola, en Namibie et en Côte d'Ivoire. Un autre axe relie le Mozambique, la Tanzanie et le Kenya. Le nouveau port de Lamu qui complètera celui de Mombassa, au Kenya, servira de passerelle pour l'Éthiopie, le Soudan du Sud et la Somalie. Toutefois, en dépit de ses nombreux investissements, Pékin a du mal à remporter des contrats d'exploitation des ports qu'elle-même a financés ou construits. Sur ce secteur, d'autres entreprises arrivent à s'imposer au détriment des chinoises. C'est le cas du sud-africain

⁴⁰ Wu Peng, le Secrétaire général du Comité de suivi chinois du Forum sur la Coopération sino-africaine (FCSA) et Directeur général du Département des Affaires d'Afrique du ministère des Affaires étrangères.

⁴¹ MFAPRC,2018.

Transnet pour le port de Lamu, de l'italo-suisse MSC pour le port de Mombassa et de l'émirati DP World en Djibouti. La Chine a connu plusieurs autres revers, sur les contrats de concession portuaire, en Algérie, au Nigéria, au Ghana et en Côte d'Ivoire.

Comment les Africains jugent-ils la Chine ?

La présence de la Chine en Afrique est diversement appréciée. Pendant que certains applaudissent l'arrivée des Chinois comme un Messie, envoyé par Dieu, d'autres sont convaincus que la Chine, c'est une fausse affaire. Dans ce chapitre, nous allons aborder d'une part les arguments favorables à l'offensive chinoise en Afrique et d'autre part ceux qui sont contre la Chine en Afrique.

Les pro-Chine

Le décollage de l'économie chinoise et ses besoins en matières premières a relancé le commerce extérieur des africains avec la hausse des cours de ses matières. Avec cette avancée économique appuyée de projets de développement en Afrique, la Chine est en voie d'évincer les anciennes puissances coloniales de leur « pré carré ». Elle a su les convaincre car pour eux, la Chine c'est un partenaire qui respecte la souveraineté nationale, un partenaire qui refuse de s'ingérer dans les affaires internes, un partenaire sans discours paternalistes et moralisateurs. La Chine est un acteur vierge de toute histoire de colonisateur avec des approches nouvelles de coopération et de relations innovantes.

L'envie de sortir des pesanteurs de la décolonisation

La colonisation a marqué négativement l'Afrique. Certaines élites africaines continuent même de croire que la quasi-totalité des problèmes de l'Afrique sont d'origine coloniale. Malgré les Programmes d'Ajustement Structurels, malgré les plans de réduction de la pauvreté, l'Afrique continue de sombrer dans la pauvreté et ne trouve aucune issue qui mène au développement. Alors pourquoi continuer à collaborer avec un partenaire de plus d'un siècle qui n'arrive pas à apporter des solutions durables aux difficultés des africains ?

Une bonne partie des africains estimant que l'occident est le bourreau de l'Afrique avec qui il faut rompre définitivement pour aller vers la Chine qui est un modèle qui séduit.

Avec la Chine, les aides au développement ne sont plus liées au quitus du tuteur politique. Les sommets « France-Afrique » ont fait place au Forum Chine-Afrique. Les instituts français s'inclinent au profit des instituts Confucius. Le mandarin est enseigné à l'école. C'est la perte de l'influence occidentale. Les pays africains sont en train de s'affranchir politiquement.

A l'occasion du 25^{ème} anniversaire de l'indépendance du Zimbabwe, Mugabe a déclaré : « regarder à l'Est où se lève le soleil et tourner son dos à l'Ouest où il se couche. » Et selon Alden (2007) les élites africaines seraient de plus en plus nombreuses à préférer une Chine émergente à une Europe en déclin.

La fin de l'hégémonie occidentale sur l'aide au développement

Avec la crise financière de 2008, les bailleurs de fonds occidentaux ont fait profil bas. Les réserves de change chinoises ont atteint un niveau record de 4000 milliards de dollars⁴². Grâce à cette manne financière, les multinationales chinoises ont envahi l'environnement économique du continent. Dans les secteurs du pétrole, des mines, de la construction et de la foresterie, elles bousculent les grands groupes qui pensaient avoir sécurisé leur stratégie commerciale. Ils tiennent peu compte des intérêts liés aux marchés visés, mais plutôt des

⁴² Publication PBOC, avril 2014.

priorités des pays hôtes. Ils augmentent la concurrence et contribuent à la création de nouveaux emplois peu qualifiés, au grand bonheur des africains.

De plus, les projets chinois sont plus alléchants : ils sont accompagnés de dons, d'aides ou de prêts sans conditions et à des taux préférentiels. Ils mettent fin à l'hégémonie sans partage sur l'aide au développement des occidentaux. C'est une bouffée d'oxygène pour les africains soumis à un demi-siècle de Programmes d'Ajustement Structurel, sans succès. La pression monte sur les bailleurs de fonds établis. C'est la fin des aides jugées « assistancielles » et misérabilistes. Le rapport de force a changé en faveur des africains qui narguent à la limite les occidentaux : « l'Étranger qui vous roule dans la farine en vous rétribuant un peu, est préférable à l'ami qui vous dépouille et vous tue. A la différence des puissances occidentales qui ont exploité jusqu'ici les ressources de l'Afrique, la Chine ne recourt pas à la force et à la duperie. Elle a choisi la voie de la négociation commerciale et l'achat de nos ressources à un prix raisonnable, dans le cadre d'une approche différente de la coopération. » Ces propos sont du journaliste congolais Freddy Mulumba d'une grande revue de la place.

La Chine, un modèle de développement pour l'Afrique

Il est incontestable que la Chine est un modèle de développement. Dans presque chaque capitale africaine, c'est la modernité à travers les stades, les palais présidentiels, les routes, les salles de conférences, les chemins de fer, etc... Les projets d'infrastructures poussent partout et séduisent les africains. C'est l'émancipation économique du continent. La Chine a mis à la disposition de l'Afrique des crédits et des investissements massifs.

Selon la revue d'économie financière du Ministère Chinois du Commerce⁴³ (Mofcom-Ministry of Commerce), la Chine aurait investi 16 milliards de dollars en Afrique entre 2005 et 2012, soit 3% des entrées IDE sur le continent, selon la CNUCED.

Avec la Chine, c'est le rachat des entreprises en Afrique et le placement dans les structures financières les plus cotées. A titre d'exemple, le rachat de Addax Petroleum, entreprise basée en Suisse, a permis à Sinopec d'avoir accès à des gisements au Nigéria, au Gabon, au Cameroun, et à Sao Tomé et Príncipe, ce qui a porté à 14 milliards de dollars la valeur de ses actifs en Afrique.

Grace aux nouveaux projets chinois, c'est la création de nouveaux emplois peu qualifiés. Le chômage baisse et l'Afrique s'insère progressivement dans l'économie internationale. Les caisses de l'Etat deviennent liquides. Les dons d'infrastructures et d'équipements améliorent les services de santé, d'éducation et les activités culturelles et sportives.

Renforcement du pouvoir d'achat des Africains

La présence des commerçants chinois a aussi bouleversé la nature de la consommation africaine. Traditionnellement tenu par les nationaux, les Libanais, les Syriens, les Grecs, les Français, les Belges, les Indo-pakistanaïes, le commerce chinois est le nouvel entrant majeur du marché africain. Les consommateurs ont désormais accès à des produits qui étaient réservés aux plus aisés. Il s'agit notamment des véhicules (motocycles, triporteurs, machines agricoles), des électroménagers (machines à laver, réfrigérateurs, microondes, cuiseuses, friteuses, etc..), de matériels électriques (climatiseurs, ventilateurs, etc..) et d'électroniques (Téléviseurs, ordinateurs, téléphones, etc..). Les prix des matières premières sont à la hausse tandis que ceux des produits chinois importés sont à la baisse. Le pouvoir d'achat des africains s'est nettement amélioré. Les habitudes de consommation ont évolué et on a accès à des produits qui étaient jusque-là réservés à certains privilégiés. Pour les consommateurs africains

⁴³ Jean-Raphael CHAPONNIERE, article « L'Empreinte Chinoise en Afrique ».

la présence chinoise apparaît comme une chance de démocratisation de la consommation et de lutte contre l'augmentation des prix pratiqués par les réseaux commerciaux classiques.

La Chine, un partenaire commercial plus « efficace et pragmatique » :

La Chine présente un avantage certain sur ses concurrents occidentaux. En effet son offre est plus rapide, moins onéreuse et moins exigeante en termes de garantie. Dans la plupart des cas, le projet est financé, monté et exécuté par la partie chinoise. Ceci allège les procédures administratives et permettent aux concernés d'avoir des résultats en un temps record. Vue sur cet angle, la manœuvre est pratique, concrète. Les infrastructures qui poussent partout donnent une illusion de développement. Le portefeuille commence à peser avec la hausse des cours des matières premières. Quant aux africains, ils ne boudent pas leurs plaisirs : "Depuis que j'ai été élu à la tête du pays, jamais la Chine n'a différé une demande que je lui ai faite. Toutes les demandes, tous les projets que j'ai soumis à la Chine ont été pris en charge et financés." Ces propos sont du Président sénégalais, Maky SALL, lors de l'inauguration d'un data center de 1000 m², le mardi 22 juin 2021, à Diamniadio, à la sortie de la capitale, Dakar. Quelques années plus tôt, c'était le tour de son prédécesseur, Maitre Abdoulaye WADE, de déclarer : « lorsque je veux construire une route, il me faut cinq ans pour conclure avec la Banque mondiale. Avec la Chine, c'est réglé en quelques jours : je dis oui ou non, et je signe ». La Chine apparaît souvent comme un recours à des pays ou des zones délaissés par les occidentaux soit pour des raisons de sécurité soit pour des raisons politiques. En ce qui concerne la sécurité, les entreprises chinoises arrivent à s'implanter dans ces zones, le plus souvent, par des initiatives personnelles malgré les coûts de risques liés à cette installation. A titre d'exemple, en janvier 2009, Pékin a signé avec Monrovia un accord d'exploitation du minerai de fer pour un montant de 2,6 milliards de dollars, dans une zone jugée à risque. C'est le cas de Freetown et Kinshasa où Pékin a investi massivement dans le domaine de l'hôtellerie dans des conditions de sécurité difficiles.

Plus récemment, en 2020, la Chine a dû surfer sur la crise sanitaire liée au Coronavirus pour intensifier sa coopération avec les pays africains. Un peu partout, en Afrique, les présidents ont adressé, au moins, un message de compassion à leur homologue chinois. En retour ce dernier les a soutenus à travers son expertise et l'octroi de dons en matériels. Et tout ceci dans un contexte de donnant-donnant, à travers la signature de nouveaux contrats.

Par ailleurs, grâce à son droit de veto au Conseil de sécurité des Nations-Unis, Pékin soutient les régimes amis en bloquant les résolutions envisagées contre ces États. En contrepartie, le pays africain déroule le tapis rouge à la Chine qui exploite les ressources naturelles selon les conditions qui lui sont favorables. Les cas les plus flagrants sont ceux de du Soudan et du Zimbabwe qui ont été courtisés et protégés par la Chine alors que ces pays étaient mis au ban du reste de la communauté internationale.

Une alternative à la relance de l'Afrique

La Chine est un acteur incontestable du développement de l'Afrique. Consciente qu'elle y trouvera son compte, elle s'y est engagée totalement. Malgré les inquiétudes exprimées par certaines élites africaines, le partenariat entre la Chine et l'Afrique se présente comme un jeu à somme positive. L'engagement de la Chine en Afrique est capable de faire évoluer les pays africains, car elle y a investi massivement, a construit des infrastructures. De plus elle a permis de relever le cours des matières premières, ce qui a permis à l'Afrique de revenir dans le commerce extérieur.

Un partenaire pour renforcer le pouvoir politique du régime en place

Officiellement, Pékin a toujours déclaré ne pas s'ingérer dans les affaires internes. Mais elle est très vite rattrapée par l'épreuve des faits. Elle a d'énormes intérêts en Afrique qu'il faut protéger. C'est le cas en Zambie, en 2006, où Pékin a menacé de retirer son aide, en cas de victoire de Michel Sata, candidat de l'opposition aux élections présidentielles de 2006.

Sur un autre plan, au conseil de sécurité des nations unies, Pékin n'hésite pas à utiliser son vote comme une arme de guerre économique. Il n'est pas rare de voir Pékin bloquer une résolution protégeant un pays amis. En contrepartie de ce soutien, c'est un intérêt économique ou politique.

Pékin est aussi accusée de violer les embargos imposés à des pays en guerre ou démocratiquement en difficulté. Certains régimes africains résistent encore grâce au soutien politique, économique et militaire de la Chine. C'est de bonne guerre car il y va de l'intérêt de la Chine.

Les anti-Chine

Devant cette progression fulgurante des relations Chine-Afrique, de nombreuses et réelles questions apparaissent dans les débats sur les intentions réelles des Chinois en Afrique. La Chine s'est-elle engagée à aider les africains à aller vers le développement ou se sert-elle de l'Afrique pour soutenir sa relance économique ?

La Chine est en phase d'inféoder et dévorer l'Afrique avec l'achat de matières premières, la vente de produits manufacturés et l'absence de transformation sur place. Ce n'est ni moins ni plus une coopération de type Nord-sud alors que la Chine s'évertue à chanter sur tous les toits son slogan « sud-sud ». C'est une véritable manipulation de la vérité quand on sait que Pékin a des pratiques peu différentes du néocolonialisme. Et c'est pourquoi Sanusi Lamido, gouverneur de la banque centrale du Nigéria, a déclaré dans le Financial Times du 11 mars 2013 que la Chine a une « vision romantique » qui masque dans son mode opératoire « l'essence du colonialisme ». Les pays africains échaudés par deux décennies de réformes politico-économiques néolibérales n'ont certainement pas intérêt à suivre la Chine dans cette nouvelle expérience.

Le soutien à des régimes mis au ban de la communauté internationale

Les actions en Afrique ne sont pas toujours alignées sur la rhétorique véhiculée dans les milieux diplomatiques chinois. « La non-ingérence » qui était devenue « la marque de fabrique » de la politique chinoise en Afrique n'est plus valable. La Chine se retrouve désormais sous le feu des critiques du fait de ses incohérences politiques, interprétées comme une protection et un soutien aux « indésirables ». En 2008, au moment où le président Mugabe se prêtait à l'exercice des urnes, c'est une affaire rocambolesque de navire de guerre qui a défrayé la chronique. Aux Nations-Unis, la République Populaire de Chine fut l'un des principaux soutiens de Robert Mugabe et Omar El Béchir. En juillet 2008, Pékin a utilisé son droit de veto au conseil de sécurité afin d'empêcher l'adoption d'une résolution visant à instaurer un embargo sur les armes à destination du Zimbabwe.

L'absence de cadre juridique adapté pour les affaires entre la Chine et l'Afrique

La Chine fait primer ses intérêts sur toute autre considération. Elle investit massivement en Afrique pour constituer sa réserve en matières premières et écouler ses produits au mépris

des lois locales. En Afrique, le cadre juridique n'est pas toujours adapté à certains types d'affaires. Les Chinois abusent des vides juridiques, des faiblesses de la législation et des institutions de contrôle pour exploiter l'Afrique et les Africains.

Les tendances prédatrices de la Chine

La structure des échanges entre l'Afrique et la Chine qui ne diffère pas de celle entre le continent et les Etats-Unis ou l'Union européenne, n'est pas favorable à l'Afrique. De plus s'il est vrai que l'importation massive de produits manufacturés offre un bon marché aux consommateurs africains, elle est susceptible de faire obstacle à l'industrialisation de l'Afrique. De plus les Chinois se sont illustrés par la fraude douanière, la corruption la concurrence déloyale. L'image de la Chine rime aussi avec la contrefaçon et les produits de moindre qualité. A titre d'exemple, en Côte d'Ivoire les pagnes Uniwax sont reproduits illégalement par des trafiquants chinois tout comme les motocyclettes japonaises Yamaha au Cameroun.

Il est aussi reproché à la Chine d'exporter de la main d'œuvre chinoise en Afrique. Cette immigration chinoise est souvent perçue comme une invasion et une menace pour l'Afrique.

Des inquiétudes sur les conséquences à terme des contrats chinois

Selon une enquête⁴⁴ menée par Afrobaromètre, auprès de 18 pays africains, moins de la moitié (48%) des citoyens africains sont au courant des prêts chinois ou de l'aide financière octroyée par la Chine à leur pays. Parmi ceux qui ont déclaré être au courant, 77% étaient préoccupés par le remboursement des prêts. Une majorité (58%) estime que leurs gouvernements ont emprunté trop d'argent à la Chine.

Ce rapport en dit long sur les inquiétudes fondées des enquêtés et le risque de dépendance de l'Afrique vis-à-vis de la Chine. Le surendettement de l'Afrique est inquiétant. L'Angola, l'Éthiopie et le Kenya représente à eux seuls la dette du continent envers la Chine. Selon l'initiative de recherche Chine Afrique (CARI)⁴⁵, Pékin a mis à disposition 94,4 milliards de dollars de prêts en Afrique entre 2000 et 2015. Les emprunteurs consacrent près de 8% de leurs revenus au remboursement. Et l'on commence à s'interroger sur le bien-fondé de ces financements chinois en Afrique et être plus regardant sur les conditions de négociation des contrats qu'il passe, de manière générale, en dehors toute transparence et de toute concurrence. A cet effet, la Côte d'Ivoire a mis en place en décembre 2018, un comité dédié dont la mission est d'assurer la supervision, la coordination et le suivi du portefeuille de projets financés ou cofinancés par la République Populaire de Chine.

L'exploitation abusive des ressources naturelles soulève aussi un problème de durabilité. L'avenir du continent s'annonce difficile quand on sait que ses ressources abusivement exploitées finiront par s'épuiser.

La balance commerciale déséquilibrée en faveur de la Chine

Si la balance commerciale entre la Chine et l'Afrique est globalement positive pour le continent noir, les statistiques montrent que 70% des importations chinoises proviennent de 4 pays seulement (Angola, Afrique du Sud, Soudan et Congo Brazzaville). Seuls 16 pays africains (tous exportateurs de pétroles et de minéraux) enregistrent un excédent commercial tandis que les 37 autres sont déficitaires.

⁴⁴ https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/economie-africaine/une-enquete-montre-comment-les-africains-percoivent-la-presence-chinoise-sur-le-continent_4237403.html

⁴⁵ <http://www.sais-cari.org>

Des conditions de travail difficiles dans les entreprises chinoises

Selon un rapport de 200 pages, publié par le Réseau d'Études Africain sur le Travail, à l'initiative de syndicats régionaux, les conditions et les relations de travail dans les entreprises chinoises sont alarmantes : « rémunérations insignifiantes, journées trop longues, éreintantes et non entrecoupées de pauses, généralisation de contrats temporaires, voire absence de contrat, conditions de travail déplorables pour les travailleurs, non-respect de standard minima de sécurité, hostilité envers les syndicats, multiplication des menaces et de pression envers les ouvriers, mesures de coercitions, rétention des paies, maintien des travailleurs africains dans les postes subalternes et sous-rémunérés, etc..

Selon un autre rapport du parlement européen, la politique chinoise et ses effets sur l'Afrique : « il y a une multiplication de plaintes concernant des pertes de capacité de production, des bas salaires, de très mauvaises conditions de travail et l'absence de normes de sécurité dans les sociétés chinoises présentes en Afrique. Par ailleurs, la concurrence déloyale et le dumping social et environnemental qui entourent ces exportations chinoises entravent les activités des industries africaines, conduisant des usines à la faillite et aggravant, dès lors, le taux de chômage, en particulier dans le secteur du textile (on parle de Tsunami textile de la Chine).»

Les entreprises chinoises installées en Afrique, piétinent, pour la plupart, les droits élémentaires des travailleurs. La législation locale est soit ignorée, soit contournée avec la complicité des pouvoirs publics. La Zambie est un cas parmi tant d'autres où en avril 2005, un accident dans une usine d'explosifs de la mine de cuivre chinoise a fait 52 morts à cause des conditions de sécurité insuffisantes.

Les mouvements d'humeur qui se signalent ici et là traduisent un malaise profond lié à la présence chinoise en Afrique. En juillet 2004, à Dakar, une manifestation contre les boutiques chinoises a poussé le Président d'alors, Abdoulaye WADE à suspendre la délivrance de visa à l'ambassade du Sénégal à Pékin.

Les projets chinois peu soucieux des impacts sociaux, environnementaux, et sanitaires

Le succès relatif de la Chine en Afrique ne va pas au-delà de l'économie et des projets d'infrastructures. Dans le domaine socio-environnement, la crise est profonde. Les experts ont du mal à comprendre qu'une grande banque comme EximBank finance un projet sans prendre en compte l'analyse d'impact. Les études d'infrastructures sont menées sans préoccupation aucune des impacts sociaux et environnementaux. Les entreprises chinoises exploitent insidieusement les vides juridiques, les failles des législations nationales pour mener les travaux en toute liberté, au mépris des droits des populations et des conséquences socio-environnementales. C'est ce qui montre Lemos et Ribero (2007) sur la destruction de la forêt du Mozambique.

L'émergence et le développement de sociétés criminelles structurées

La Chinafrique c'est aussi le développement d'activités illicites. La drogue, les espèces protégées, les produits prohibés, les produits contrefaits circulent dans les milieux légaux comme illégaux entre la Chine et l'Afrique. Certains résidents chinois s'adonnent à ces activités criminelles dans des milieux mafieux entretenus par des contrebandes bien organisées. Des scandales liées à ce type de pratiques, impliquant des chinois, se sont multipliés depuis un certain temps à travers le continent. Au Kenya c'est près de 200 ressortissants chinois qui ont été expulsés du faits de pratiques non conseillées. En mars 2019,

la découverte de 5000 mètres-cubes de bois précieux dans des entrepôts appartenant à des entreprises chinoises.

Les espèces protégées sont exportées de l'Afrique vers la Chine tandis que l'Afrique constitue aujourd'hui un réservoir de contrefaçons de tous genres surtout dans le secteur des médicaments.

L'on note aussi le trafic de produits licites de manière illicite dans le domaine de la pêche, de l'exploitation minière et pétrolière et la foresterie.

La Chine dérègle les équilibres internationaux du développement

Dans un entretien accordé en 2007, l'ex-secrétaire d'État britannique au développement, Hilary Benn, a fait part de ses inquiétudes quant à la percée chinoise en Afrique et les conséquences désastreuses des crédits accordés par la Chine à plusieurs pays ne satisfaisant pas aux conditions d'octroi de prêts (bonne gouvernance, respect des droits de l'homme, dépenses affectées directement à la lutte contre la pauvreté). Et il ajoute « la Chine risque de réduire à néant les progrès accomplis dans la démocratisation des administrations locales⁴⁶. » La Chine, pour ses intérêts, dérègle les équilibres géopolitiques et économiques du monde et foule au sol les règles des institutions internationales. Elle ruine les efforts des institutions internationales en termes de droit de l'homme, de la démocratie, de la bonne gouvernance, de la réduction de la pauvreté et de la dette. A cause de l'opacité totale sur les contrats chinois en Afrique, aucune statistique cohérente sur les montants réels de l'aide en rapport avec les critères du CAD (Comité d'aide au Développement regroupant les bailleurs de fonds membre de l'OCDE)

Surendettement de l'Afrique

La Chine est le premier bailleur de fonds de plusieurs pays africains. Ces créances vis-à-vis du continent ont atteint un niveau au point où l'on s'interroge sur les conséquences économiques de cet endettement. A titre d'exemple la Chine détient 29% de la dette extérieure de la Zambie, 32% de l'Éthiopie, 39% pour l'Angola, 43% pour le Congo Brazzaville et 70% des dettes de Djibouti. Déjà en 2020, les difficultés ont commencé à se faire sentir et certains pays ont sollicité un moratoire du gouvernement chinois. Cette solution temporaire ne saurait répondre suffisamment à une situation d'autant compliquée que nul ne peut donner le montant réel de ces dettes tant elles sont octroyées dans des conditions les plus opaques. Il est donc urgent que la communauté internationale se donne les moyens pour restructurer ces dettes et sécuriser l'économie et même la survie des pays concernés. quant aux bailleurs de fonds, ils sont contraints de revisiter les règles pour tenir compte des réalités chinoises qui bafouent les nobles règles de la finance internationale. A cet effet, plusieurs voix s'élèvent pour demander une révision des normes afin de soit arrêter l'avancée de la Chine, soit apporter de nouvelles mesures qui permettraient aux institutions d'être à nouveau compétitives. Aussi Philippe Maystadt, président de la banque européenne d'investissement a-t-il demandé la révision à la baisse des critères sociaux et environnementaux pour améliorer la compétitivité des entreprises européennes présentes sur le sol africain. Toutefois, certains experts estiment que cette progression chinoise, non cohérente, qui s'opère dans un flou total ne repose sur aucune théorie économique fiable. Par conséquent elle ne tiendra pas dans le temps et va mourir de sa belle mort. Les institutions financières n'ont donc pas à s'inquiéter, selon lui.

⁴⁶ The Guardian, 7 février 2007.

Dégradation progressive de l'image de la chine

Après l'euphorie liée aux grandes infrastructures et leurs dégradations prématurées, certains africains commencent à comprendre que la Chine, c'est du court-terme. Et pour un développement durable, il faut revenir aux méthodes traditionnelles malgré les insuffisances. « Si vous comparez les réalisations de la Chine dans l'ex-Zaïre et celles de la RD Congo, vous remarquerez qu'il y a une grande différence en termes de durabilité. Les routes et les bâtiments construits à l'époque par l'ancien président Joseph Mobutu ne se dégradent pas jusqu'à ce jour. Si la Chine veut être présente au Congo Démocratique, que son gouvernement signe directement de très bons accords avec le nôtre pour que son image soit redorée. Que ses citoyens présents dans les villes et villages congolais soient dans des grands projets, plutôt que dans les petits commerces (détails) réservés aux nationaux. Cela ne correspond pas à leur position économique mondiale. A mon avis, le peuple d'une deuxième puissance du monde doit refléter leur positionnement. Vous ne verrez pas un Américain, un Français ou un autre peuple d'un pays membre du G7 vendre des lampes torches, des cadenas ou des beignets dans les rues de la RDC. La Chine peut ramener des contrats tels que la construction des grandes lignes ferroviaires, des usines électroménagers et des équipements téléphoniques. Le tout avec le concours de la main-d'œuvre nationale et le respect du code de travail congolais pour qu'à la longue, il n'y ait pas des grèves et des pillages de ces investissements ». Ces propos sont d'un ressortissant congolais qui crie son ras-le-bol à la Chine.

Conclusion

Depuis des siècles, l'Afrique a été convoitée par la Chine. Son intérêt pour le continent a progressivement évolué d'une tentative de colonisation, à la recherche de soutiens politiques pour devenir, ces dernières années, une fatale obsession économique. La Chine est aujourd'hui très active en Afrique. Elle a réussi, en un siècle, à s'imposer comme un géant du commerce international avec le soutien des pays africains. Les matières premières sont convoyées vers la Chine, les produits manufacturés chinois continuent d'inonder le continent et les projets d'infrastructures poussent partout avec les ingénieurs chinois. Les avis des africains sont partagés : tandis que certains saluent la générosité de la Chine, des voix s'élèvent au niveau des élites pour dénoncer le surendettement de l'Afrique, l'exploitation sauvage des matières premières, la prestation de services et la vente de produits de qualités douteuses et le développement de réseaux mafieux de tous ordres.

Pendant ce temps, la communauté internationale est divisée sur la question. Une bonne partie telles que les institutions financières, mettent les bouchées doubles pour alerter le monde sur le risque auquel l'Afrique est exposé, du manque d'orthodoxie financière de la Chine. Les autres estiment que le dynamisme tant vanté de la Chine est éphémère. Pour eux, l'absence de cohérence et le manque de coordination des activités chinoises ne promettent pas un avenir radieux des relations entre la Chine et l'Afrique.

Il reste incontestable que Pékin est un vrai cas d'école d'intelligence économique, sinon comment comprendre qu'on prône une coopération sud-sud tandis qu'on entretient des relations de type nord-sud avec le continent, qu'on exploite sauvagement les ressources minières, pétrolières et forestières pendant qu'on continue d'accuser l'occident d'avoir dépouillé l'Afrique de ses ressources, qu'on critique les programmes d'ajustements structurels pendant qu'on endette impunément l'Afrique dans des conditions floues, qu'on s'adonne à des comportements de type dominants-dominés pendant qu'on fustige la

colonisation, qu'on entretient le slogan « non-ingérence dans les affaires internes » pendant qu'on est cité dans des affaires d'élection au Zimbabwe et en Zambie, qu'on gère habilement la crise liée au coronavirus alors qu'on est à l'origine de cette pandémie ?

La Chine a eu le mérite de manipuler et endormir le monde entier pour arriver à ses fins. Elle continue d'entretenir une belle diplomatie en Afrique et aux Nations-unis. Quelle belle histoire ! Attendons de voir la suite...

Siaka Traore

Références

1. Kernen, A. (2014). L'Afrique face à la puissance économique de la Chine. *Politique africaine*, (2), 5-19.
2. Kernen, A. (2007). Les stratégies chinoises en Afrique : du pétrole aux bassines en plastique. *Politique africaine*, (1), 163-180.
3. Niquet, V., & Touati, S. (2011). La Chine en Afrique : intérêts et pratiques. *Programme Afrique subsaharienne, Ifri*.
4. Cabestan, J. P. (2013). Les relations Chine-Afrique : nouvelles responsabilités et nouveaux défis d'une puissance mondiale en devenir. *Hérodote*, (3), 150-171.
5. Obiorah, N. (2011). Qui a peur de la Chine en Afrique ? De nouveaux défis pour la société civile africaine. *Alternatives sud*, 18, 113-132.
6. Marchal, R. (2006). Chine-Afrique : une histoire ancienne. *Africultures*, (1), 23-31.
7. Park, Y. J. (2009). Les Chinois résidant temporairement en Afrique. Les "séjourners". *Hommes & migrations. Revue française de référence sur les dynamiques migratoires*, (1279), 126-138.
8. Wintgens, S. (2016). La coopération Sud-Sud : le cas de la Chine en Afrique et en Amérique latine. *La nouvelle géographie du développement*, 157-173.
9. Boillot, J. J., & Dembinski, S. (2013). *Chindiafrique: la Chine, l'Inde et l'Afrique feront le monde de demain*. Odile Jacob.
10. Chan, C. (2007). La Chine en Afrique—l'extorsion des richesses.
11. Kernen, A., & Mohammad, G. K. (2014). La révolution des produits chinois en Afrique Consommation de masse et nouvelle culture matérielle. *Politique africaine*, (2), 111-132.
12. Park, Y. J., & Wilhelmi, A. (2010). Résidents temporaires ou permanents ? Migration chinoise contemporaine en Afrique. *Les Temps Modernes*, (1), 136-157.
13. Banyongen, S. (2014). La dialectique du positionnement et des opinions des acteurs locaux dans le paradigme de la réceptivité de la coopération chinoise en Afrique. *Monde chinois*, (2), 66-79.
14. Meidan, M. (2008). Le pétrole et la Chine-Afrique : plus qu'une relation commerciale. *Afrique contemporaine*, (4), 95-104.
15. Gazibo, M., & Mbabia, O. (2010). La politique africaine de la Chine montante à l'ère de la nouvelle ruée vers l'Afrique. *Études internationales*, 41(4), 521-546.
16. Okuru, M., & Samson, R. (2016). La présence accrue de la Chine en Afrique attire des appréciations largement positives.
17. Gabas, J. J., & Goulet, F. (2012). Les coopérations agricoles chinoises et brésiliennes en Afrique. *Afrique contemporaine*, (3), 111-131.
18. Wintgens, S. (1987). La construction d'un soft power chinois en Afrique et en Amérique latine. *Organization*, 41(4), 551-574.
19. Ming, Z. H. U., & Wilhelmi, A. (2010). Politique africaine de la Chine : perspectives et devenir. *Les Temps Modernes*, (1), 190-204.
20. Banyongen, S. (2013). La diplomatie publique de la Chine en Afrique ou la métaphore du dragon sans griffes. *Monde chinois*, (1), 26-39.
21. Marchal, R. (2008). La Chine et l'Afrique : des retrouvailles aux faux-semblants. *L'enjeu mondial : les pays émergents, Presse de Sciences-Po—l'Express, Paris*, 235-247.
22. Ling, J., & Adgемian, A. (2010). L'aide de la Chine et de l'union européenne à l'Afrique : complémentarité ou contradiction ? *Les Temps Modernes*, (1), 82-109.
23. ContEh-Morgan, E. La vision du monde de la Chine et les représentations de son engagement en Afrique.
24. Niquet, V. (2019). Un défi pour le multilatéralisme : l'instrumentalisation de l'Afrique par la Chine et ses conséquences sur les décisions de l'OMS. *Outre-Terre*, (2), 109-118.
25. Gabas, J. J., Goulet, F., Arnaud, C., & Duran, J. (2013). *Coopérations Sud-Sud et nouveaux acteurs de l'aide au développement agricole en Afrique de l'Ouest et australe : le cas de la Chine et du Brésil*. AFD.
26. Huchet, J. F. (2013). « China Inc. » Forces et limites de l'influence économique de la Chine. *Hérodote*, (4), 164-185.
27. Marfaing, L. (2019). Dakar ville moderne : la médiation des entrepreneurs sénégalais en Chine. *Canadian Journal of African Studies/Revue canadienne des études africaines*, 53(1), 89-107.
28. Chaponnière, J. R. (2013). Chine-Afrique : enjeux de l'ajustement chinois pour les pays miniers. *Afrique contemporaine*, (4), 89-105.
29. Marfaing, L. (2015). Importations de marchandises chinoises et mobilité sous-régionale en Afrique de l'Ouest. *Cahiers d'études africaines*, (218), 359-380.

30. Marfaing Laurence, Thiel Alena, « Petits commerçants chinois en Afrique et saturation des marchés ouest-africains. Déconstruction d'une rumeur (Dakar-Accra) », *Migrations Société*, 2013/5 (N° 149), p. 137-158. DOI : 10.3917/migra.149.0137.
31. Dittgen R. L'Afrique en Chine : l'autre face des relations sino-africaines ? China Institute, Décembre 2010, 17pp
32. Kalika, A. (2019). Le " grand retour " de la Russie en Afrique ? *Russie. Nei. Visions*, (114).
33. Amaïzo, y. e., & Economiste, M. B. A. (2010). apres la Chine, l'inde et le Brésil: l'Afrique attire la Russie
34. Sanogo, O. N. (2010). Chine-Afrique : évolution de la coopération sino-malienne entre 1960 et 2008.
35. Bodjongo, M. J. M., & Massil, J. K. (2017). Écart de création technologique entre la Chine et l'Afrique. *Innovations*, (2), 129-151.
36. Lankoandé, Y. J. (2009). Économie politique des investissements directs chinois en Afrique subsaharienne.
37. Cisse, M. (2011, June). L'affirmation d'une stratégie de puissance : la politique africaine de la Chine.
38. Diaby, F. S. (2014). *Les stratégies des entreprises chinoises en Afrique : quels objectifs, quelle coopération ?* (Doctoral dissertation, Université Nice Sophia Antipolis).
39. Dieng, M. (2015). L'Afrique du Sud et la Chine en Afrique : une cohabitation difficile ? *The European Journal of Development Research*, 27(5), 762-776.
40. Banyongen, É. S. (2012). *Économie politique de la coopération entre l'Afrique et la Chine-Analyse institutionnelle de la stratégie des acteurs : les cas du Sénégal et du Gabon* (Doctoral dissertation, Université d'Ottawa/University of Ottawa).
41. Aurégan, X. (2013). Représentations,«intégrations» et organisations: les enjeux des dynamiques migratoires chinoises à Abidjan (Côte d'Ivoire). *Monde chinois*, (1), 55-66.
42. Genevaz, J. (2015). La Chine et les opérations de maintien de la paix de l'ONU : Défendre la souveraineté. *Politique étrangère*, (4), 131-143.
43. Chichava, S. (2011). Mozambique-Chine : de la politique au business ? *Alternatives Sud*, 18, 145.
44. MEIDAN, M. pétrole et la Chine-Afrique Le pétrole et la Chine-Afrique : plus qu'une relation commerciale.
45. Wu, D. (2020). Parler pour la Chine. Le politiquement correct des travailleurs chinois en Zambie. *Terrain. Anthropologie & sciences humaines*, (73), 112-129.
46. TAJE, M. (2011). Géopolitique de la Chine.
47. TABOU, C. (2020). Les entrepreneuses africaines en Chine : moteur du partenariat sino-africain. *Moroccan Journal of Entrepreneurship, Innovation and Management*, 5(2), 43-59.
48. Li, J. (2020). La présence des Chinois en Afrique--Défis des Chinois diplômés de langue française dans la nouvelle ère. *Trayectorias Humanas Trascontinentales*, (6).
49. Huang, Z. A. (2019). Étudier le chinois et fêter le Chun Jie à Nairobi : les Instituts Confucius au service de la diplomatie publique et du soft power chinois. *Communiquer. Revue de communication sociale et publique*, (25), 39-59.
50. Loubaki Mbon, P. (2018). *Les contrats d'investissements chinois en Afrique subsaharienne : analyse juridique et stratégique des contrats d'exploration et d'exploitation du pétrole* (Doctoral dissertation, Bordeaux).
52. Introduction: U.S. policymakers often criticize Chinese investment in Africa. The research tells a more complicated story.
53. The pandemic has worsened Africa's debt crisis. China and other countries are stepping in.
54. Don't believe the hype about China's 'vaccine diplomacy' in Africa
55. These two African railway megaprojects tell us a lot about China's development model
56. African countries are helping China go green. That may have a downside for Africans.
57. Will Chinese funding help strengthen Africa's climate change response? It's complicated.
58. <https://www.diploweb.com/La-Chine-en-Afrique-une-realite-a.html>